

MELANGES RELIGIEUX

MONTREAL, 27 FEVRIER 1849.

LES PERTES DE 1837 ET 1838.

Quoique cette question ait déjà été bien discutée en Chambre et dans la presse depuis dix à douze jours, nous pensons qu'il n'est pas encore trop tard pour ajouter quelques mots, d'autant plus que le comité général fit ce soir son rapport à la Chambre, et qu'ainsi celle-ci va encore s'occuper de cette brillante question durant sa séance de ce jour, MM. les ultra-loyaux continuent à jeter les hauts cris, ils font feu et flamme et ne cessent pas fin à leurs attaques et leurs menaces, révolutionnaires selon nous, loyales selon eux. Mais cela ne saurait durer; c'est par point d'honneur que les tories font tant de tapage; ils qu'ils sentent que la question commence à vieillir, ils l'abandonneront pour en saisir une autre, et jouer la même comédie avec des figures aussi tragiques. C'est là la nature du tory; il a toujours été ainsi; il a toujours été même.

Ce qui contribue un peu à augmenter la fureur démagogique et révolutionnaire de ces archi-loyaux, c'est qu'on leur a prouvé que la mesure, proposée pour l'indemnité, est basée sur les principes mêmes, reconnus et avoués en 1845 et 1846 par les tories lorsqu'ils avaient le pouvoir en main. Il est en effet clairement démontré que le ministère tory, le 27 février 1846 faisait écrire par l'hon. D. Daly, secrétaire provincial d'alors, et qui suit aux commissaires nommés pour s'enquérir des pertes de l'insurrection: "En faisant la classification on exigeait des instructions du 12 décembre dernier, l'indemnité de S. E. n'est pas que vous soyez dirigés par d'autres sortes de preuves que celle que fournissent les sentences des cours de loi." On voit que cela prouve! Que les tories n'entendaient pas alors limiter l'indemnité aux individus reconnus sous le dénomination de loyaux sujets! Pourquoi donc aujourd'hui sont-ils si tenus hors d'eux-mêmes, puisque le ministère du jour ne fait que tirer la conséquence du principe qu'eux-mêmes ont posé en 1846? La raison en est facile à trouver; c'est qu'ils ne sont plus au pouvoir, et que pour y monter ils peuvent tout faire, même prendre les armes contre le gouvernement au cri de: "vive la reine!"

Mais n'allons pas nous imaginer que sur cette question les Canadiens-Français ont contre eux toute la population parlant la langue anglaise. Non; d'un côté se trouvent les tories et de l'autre les libéraux. Voilà pourquoi les journaux anglais qui ont des principes libéraux parlent, sur ce sujet, absolument comme les journaux en langue française. Le *Montreal Register* dit, dans sa feuille du 22 que l'opposition des tories est une opposition factieuse; il la condamne de toutes ses forces; puis il ajoute: "On parle beaucoup de loyauté. Nous aussi nous sommes loyaux. Et nous sommes Anglais; nous nous sommes toujours et sympathiques aux Anglais. Mais nous n'avons pas cette loyauté qui consiste à exalter un parti et à proscrire tous les autres, à taxer la société pour le bien-être d'une secte, à culminer la reine en donnant la sanction de son nom à l'indemnité et au pilage, ou à sacrifier les droits du peuple à la prérogative royale. Nous ne pensons pas non plus que, pour paraître Anglais, nous devions refuser les privilèges de la franchise aux hommes d'autres nations, ou nous complaire à dénigrer nos frères de nos sujets, parce qu'ils n'appartiennent pas à notre race." Un peu plus loin, nous confère, adressant aux républicains du Canada, s'écrie: "Nous ne devons pas nous laisser aller (les tories). Nous ne devons pas nous joindre à eux, même en résistant à une mesure que nous n'approuvons pas entièrement. C'est la politique de suicide, dont les républicains ne devraient pas se rendre coupables. Si nous objectons plus et aux précédents du ministère, soit en parlant ou ailleurs, faisons nos objections d'une manière amicale et par d'autres moyens; mais gardons-nous de nous unir à l'ennemi commun en jetant les hauts cris et nous mettant nous-mêmes dans une opposition temporaire. Autrement nous affaiblirons les mains de ceux qui seuls nous pouvons espérer d'obtenir le redressement des griefs actuels. Le parti conservateur peut affecter d'applaudir à notre indépendance, mais il finit assurément de notre folie."

Ce sont là à n'en pas douter, des conseils que tous les journaux libéraux devraient répéter et adopter; c'est en les suivant que nous pourrions réussir à maintenir les républicains au pouvoir, et obtenir pour le pays les mesures de justice dont il a tant besoin.

Nos lecteurs et les libéraux en général pourraient peut-être croire que la présentation de l'amendement de MM. Boulton et Nelson a dû quelque peu augmenter les ultra-loyaux à des sentiments plus justes et plus conciliants que ceux dont ils viennent de faire si tristement preuve, et que depuis ils ont peut-être même adopté le langage du *Register*. Que nos lecteurs en jugent. Le *Herald* de samedi dit en effet que cet amendement, c'est du sucre dans la médecine. "Nos idées et nos cours, ajoute-t-il, nous encourageant à résister à un pareil traitement, et à jeter à la porte les ignorants, qui seules proscrire un remède aussi infecte et destructeur, composé également d'insulte et de mal, quelque bien sucré qu'il puisse être." Le *Herald* exprime ensuite le vœu que cette mesure ne soit pas sanctionnée par la couronne. Ainsi, les attaques, les injures, les menaces, rien ne manque; c'est toujours le même langage. Pourquoi voir à quelque chose de plus significatif; c'est un passage d'une correspondance du *Herald*, ce journal loyal, bien loyal, archi-loyal; les loyaux, dit l'écrivain, "emploieront d'abord des moyens constitutionnels, et, s'ils ne réussissent pas, ils lèveront les justifiées étendards de la RÉVOLUTION. Quand ils lèveront l'étendard de la révolution, ils triompheront ou mourront autour de lui." S'ils ont besoin de secours, les libres et éclairés polissons (*blackguards*), au sud de la ligne 45, répondront à l'appel. Le jour de l'annexion sera un mauvais jour pour Jean-Baptiste. Je crains que le pauvre homme ne soit destiné à boucher le bois et charrier l'eau de ceux sur qui il crache aujourd'hui." Comme l'on voit, ce n'est pas là un langage bien poli, ni bien pacifique. C'est tout honnement de la loyauté, comme l'entendent les tories. Selon eux, la révoite est justifiable. Alors pourquoi donc orient-ils si fort contre les insurrections de 1837 et 1838? Les insurgés d'alors sont donc justifiables, selon la même doctrine? Il y a donc une raison de plus de leur donner une in-

demnité pour leurs pertes? Mais non; les tories ne veulent pas cela; il n'y a qu'eux qui soient justifiables. Il n'y a qu'eux de loyaux sujets; et bien qu'ils usent continuellement d'un langage révolutionnaire et qu'ils parlent même de passer armes et bagages aux Américains, ils crient: "Vive la reine;" continuellement à vanter leur loyauté, et à traiter le gouvernement actuel et l'immense majorité du pays du titre de *rebelle!* Laissons-les encore dire et crier ces sottises; c'est trop fort pour être sérieux; c'est trop ridicule pour être cru.

Mais ce qui a bien d'attrister en cette question, c'est de voir des Canadiens faire cause commune avec les tories pour attaquer le ministère. L'hon. M. Papineau, décidément rompt tous liens qui pouvaient encore exister entre lui et les libéraux; il se déclare ainsi tout-à-fait l'ennemi du ministère actuel et de tout gouvernement modéré et sage; il aime mieux mettre le pays aux mains des tories que de voir gouverner par des hommes aussi libéraux et aussi patriotes que ceux qui sont aujourd'hui au timon des affaires; ce n'est après tout qu'une conséquence de son axiome: "Périsse la patrie plutôt qu'un principe!" Pour s'en convaincre, lisons les extraits suivants: "Oh! nous avions eu trop de confiance; nous avons eu tort de compter quelques heures sur une administration qui s'affaie chaque jour de plus en plus, qui rejette un à un tous les principes qu'elle invoquait pour grimper au pouvoir... Que deviennent donc toutes ces belles protestations que vous faisiez il y a trois jours, MM. les ministres pour le Bas-Canada? Elles sont devenues ce que sont devenues tant d'autres protestations depuis celle contre l'Union, elles ont oubliées en une minute pour ne pas troubler les jouissances du pouvoir." Libéraux que vous êtes, vous dites après cela aux ministres qu'ils devaient résigner plutôt que de passer une pareille mesure! Mais les réformes à exécuter, mais les griefs à redresser, mais le commerce à ranimer, mais les finances à réparer, mais enfin le pays à faire prospérer, tout cela donc n'est rien à vos yeux? Le ministère, selon vous, ne devait pas s'occuper de ces revendications; il devait résigner, plutôt que de supporter une mesure... qui vous déplait! C'est législateur, c'est candide! Continuez; vous levez bien. Mais n'allez pas vous imaginer que vos déclamations outrées, vos accusations sans fondements, vos injures à l'adresse des ministres et de tous les libéraux, en un mot vos doctrines impraticables vont vous attirer des sympathies et des partisans. Non; vos propres amis vous condamnent; vous paraissez aujourd'hui sous vos propres couleurs; dorénavant vos depes seront encore plus éblouissantes.

Quoiqu'il en soit, nous ne pouvons que louer MM. les ultra-conservateurs et de l'époque de M. Papineau, les libéraux peuvent avoir pleine confiance dans les temps futurs; le ministère vient de passer une des parties les plus difficiles de la route qu'il doit parcourir, et il a été supporté par une immense majorité qui est l'expression des vœux du peuple. La pareil triomphe ne fait qu'en promettre de plus grandes encore, et assure au pays l'accomplissement des nombreuses et importantes mesures, que la simple justice réclame depuis longtemps.

LA SEANCE DE VINGT HEURES.

Nous pensons être au plaisir à nos lecteurs en leur donnant quelques détails sur cette mémorable séance, où le ministère a triomphé malgré les tories qui se sont montrés si patés, si tracassiers et si factieux. Mais comme la fatigue l'a emporté sur notre volonté et que nous n'avons assisté à cette séance que jusqu'à minuit et demi, nous devons avoir recours au rapport abrégé qu'en donnent le *Pilot* et le *Herald*.

Après que l'hon. M. Boulton eût proposé son amendement que secondait le Dr. Nelson, qui fit à cette occasion un magnifique discours, l'hon. M. Badgley fit motion de lever la séance du comité. M. Prince seconda cette motion, en disant qu'il était deux heures, qu'il était temps pour toute personne saine d'aller se coucher. Il déclara savoir des ministres si leur intention était de clore la discussion cette nuit-là. Il avait l'intention de parler encore sur cette question; mais il ajouta qu'ayant à lire la plus grande partie du rapport de Lord Durham, et un volume de l'histoire de la rébellion par Clarendon, il voulait savoir des ministres s'ils avaient l'intention de finir le débat ce soir-là. C'est de quoi, dit-il, M. Scott des Deux-Montagnes parla alors contre l'amendement, ainsi que M. Meyers, M. McConnell et M. Dickson. Puis M. Badgley proposa de nouveau de lever la séance du comité, et le col. Prince le seconda en ajoutant qu'on ne devait pas presser le débat. Une voix: Après huit jours de discussions. M. Hinks dit que, si l'on décidait d'en finir le lendemain, on pourrait lever la séance; mais que l'opposition ne voulait l'ajournement que pour presser les ministres; le ministère devait persister à maintenir la séance, pendant plusieurs jours, s'il le fallait. M. Baldu n'avait jamais fait d'opposition factieuse lorsqu'il était dans la minorité. Le ministère avait déjà consenti deux fois à un ajournement; il pensait qu'il n'était que juste d'en finir dans cette séance. — Sir Allan McNab voulait entendre les procureurs-généraux, qui, selon lui, voulaient se mettre à l'abri derrière l'amendement de M. Boulton. — M. Sherwood de Brockville dit alors que l'opposition était aussi forte et avait autant de volonté que les ministres et qu'elle se serait aussi longtemps qu'eux. — M. Hinks: C'est là un bel esprit pour législateur. — M. Baldu: L'irrégularité du débat vient de l'irrégularité du mode suivi dans cette discussion par l'opposition, irrégularité qui force l'hon. procureur-général Est à ne parler que le dernier soir de la discussion. Le ministère est décidé à siéger jusqu'à ce que le débat soit terminé. — M. McDonald de Kingston: Je n'ai jamais vu un pareil manque de courtoisie (!!!) envers l'opposition, que celui que montre le ministère en cette occasion. Il n'y a aucune raison (!) de hâter la passation de cette mesure. — M. Hinks: L'opposition devrait se souvenir que lorsqu'il s'est agi dans le Parlement impérial de faire passer l'acte d'Union des Canadas, Lord John Russell l'a introduit sans avis préalable, et fut passer en une seule séance. — Sir Allan McNab dit encore quelques mots; puis M. Merril se leva et dit que jusqu'à, durant toute sa carrière parlementaire, il n'avait vu une opposition aussi factieuse que celle-ci, et que le ministère, lorsqu'il formait l'opposition, n'avait jamais agi factieusement, même au temps que les partis étaient presque égaux. — L'hon. M. Lafontaine prit ensuite la parole, et fut suivi de MM. Badgley, Papineau, etc., jusqu'à sept heures du matin. A cette époque, dit le *Herald*, la Chambre avait la plus singulière apparence possible; les honorables membres dormaient profondément en différents endroits et dans des attitudes des plus

comiques parfois; les degrés du trône de l'orateur fournissaient à quelques membres des espaces très-propres à dormir, qu'ils avaient bien soin d'occuper. Pendant ce temps, le président du comité et les rapporteurs sommeillaient, et les quelques personnes qui se trouvaient dans les galeries s'endormaient bien et durement sur les baux et s'endormaient de fatigue. Le débat n'en continuait pas moins sa marche prolongée, et les hon. membres de continuer à dormir les uns en se plaçant sur les bras de deux fauteuils; ceux qui étaient éveillés étaient réunis derrière le siège de l'orateur. — A 7 heures, l'opposition fit encore motion de lever la séance; cette motion fut négative. Aussitôt après cette décision, M. Cayley se leva et fit la même motion qui fut encore perdue. Alors deux membres de l'opposition se mirent à prier, et l'un d'eux (M. Myers) fit de nouveau la motion d'ajournement, et afin sans doute de réveiller les hon. membres qui dormaient, la division eût lieu en faisant passer à droite les membres en faveur de la motion et à gauche ceux qui étaient contre; mais ce fut encore une nouvelle défaite pour les tories. M. Meyers reprit la parole; puis M. Drummond dit que, si les hon. membres n'avaient pas de respect pour eux, la Chambre devait en avoir pour elle-même et faire cesser cette bouffonnerie. Les membres ne sont pas envoyés à la chambre pour s'exposer eux-mêmes au ridicule et au mépris de leurs constituants. — Ces paroles de M. Drummond n'empêchèrent pas M. Meyers de lire de nouveau motion de lever la séance du comité. — M. McConnell (tory): Je crois qu'il a été perdu assez de temps et d'argent à ce débat, et que la Chambre (les tories sans doute) s'est rendue assez ridicule; je voterai contre cette motion. — La motion fut en effet négative. Après quoi Sir Allan McNab protesta de nouveau contre la passation *en si* de cette mesure. Il ajouta qu'il regretait les paroles qui venaient d'être dites, mais que l'opposition n'avait pas parlé, et que son parti n'était pas préparé (!) à voter sur la question; qu'ainsi il proposait encore de lever la séance. Cette proposition fut y rde par une immense majorité. Alors M. McDonald de Kingston (tory) fit un long discours et lut pour l'édification de la chambre quelques *quarante* pages d'une lettre de M. McKenzie qui terminait par faire motion de lever la séance, motion qui fut négative par une majorité considérable. Aussitôt M. Meyers (tory) se leva, et de faire la même motion qui fut perdue par une semblable division. Voyant cela, M. Cayley proposa les amendements que nous avons publiés dans un de nos derniers numéros, et ces amendements, mis aux voix, passèrent dans la négative à une très forte majorité. Ensuite les quatre premiers résolutions de M. Lafontaine furent adoptées à une semblable division. — M. Cayley (tory) fit à la cinquante résolution un amendement qui fut perdu. Puis M. Boulton proposa ses amendements qui secondait le Dr. Nelson. Sir Allan McNab s'y opposa, en disant qu'il n'en avait pas été donné avis, et fit motion que le président quittât le fauteuil; ce qui fut fait. L'orateur, ayant pris son siège, déclara, après quelques explications, que l'amendement était dans l'ordre et pouvait être mis aux voix. Le comité se remit donc à siéger, et M. Robinson (tory), secondé par Sir Allan McNab, fit motion d'amendement l'amendement de M. Boulton, en ajoutant, après le mot *By-means*, les mots suivants: "ou aucune personne compromise dans la rébellion, ou qui refuse, sur demande, d'adhérer à la mettre à bas." — M. Hinks: Je demande comment il est possible pour le gouvernement ou des commissaires de savoir qui, sur demande, a refusé et à une once; ne le résoudre la rébellion; je demande si c'est là une chose praticable. — Les membres tories de riposte que c'est très praticable. — M. Drummond: *Palmettes le principe que celui qui a participé à la rébellion doit en supporter les conséquences*; mais en même temps je prie les honorables membres de réfléchir un peu avant de voter pour cette résolution, qui peut devenir un moyen d'ingratitude et de trahison. La passation de cette résolution exposerait des hommes de la plus grande respectabilité et qui n'auraient jamais participé à la rébellion à avoir leur procès d'avant eux commis à être désignés à avoir comme ayant pris part à cette même rébellion. — Après quelques débats, la motion de M. Robinson fut négative à une immense majorité. Et celle de M. Boulton ayant été mise aux voix fut emportée. Après quoi, les résolutions avec cet amendement passèrent à une division que Pon dit être de 54 contre 211. Sur motion de M. Lafontaine, la somme appropriée doit être de £100,000. Après quoi, la séance fut levée, le comité devant faire son rapport ce soir. On pense que cette séance se prolongera fort avant dans la nuit.

ARRIVEE DU STEAMER EUROPA.

Le *Europa* est arrivé à Halifax mercredi dernier avec des nouvelles de 13 jours plus récentes. Les fonds américains augmentaient à Liverpool; le coton avait subi une hausse d'un dollar. La Bourse avait aussi haussé; elle se vendait de 2/6 à 2/7; le blé d'Inde était à 20s. et 30s.; les fonds consolidés étaient à 92 1/2.

Dans la Grande-Bretagne, la reine a ouvert le parlement en personne. Il paraît que le discours du trône est bien long. On ajoute que le gouvernement a tout lieu de croire qu'il sera triompher la doctrine du libre commerce. Lord John Russell aurait dit dans un débat qu'il avait été d'abord en faveur d'un droit fixe sur le blé; mais que, la chambre ayant voulu qu'il ne fut imposé aucun droit sur cet article, il espérait qu'il ne serait fait aucune tentative, surtout aucune tentative heureuse, pour renverser aucun droit sur cette production brute. On est généralement satisfait par le pays de l'avis qu'a donné le gouvernement de son intention de diminuer les dépenses dans les différents départements du service civil et naval. Le *commerce* continuera à sévir. La fièvre du *for* ne faisait qu'augmenter; on ne parlait et on ne voyait partout que des annonces de navires pour la Californie. (Ce qui a rapport à l'or s'applique à toute l'Europe.) On se prépare à continuer pour quelques temps encore la suspension en Irlande de l'acte d'*Habeas Corpus*. — En Irlande, on commençait le nouveau procès de M. Duffy.

La France a encore été menacée d'une révolution ou au moins de grands troubles. Immédiatement après le départ de l'avant dernier steamer, on découvrit à Paris un nouveau complot. La capitale prit donc de nouveau l'aspect d'une ville assiégée ou prise d'assaut. Quatre-vingt-dix mille hommes étaient sous les armes, et le général Cavaignac annonçait que la construction de la première barricade serait le signal d'un massacre général. Le 26 janvier, le ministre de l'intérieur fut saisi savoir à l'Assemblée Nationale qu'il avait reçu ordre du président de la république de préparer des pro-

jets de lois contre les clubs; il ajoutait que la confiance ne pouvait renaitre tant qu'il y aurait des clubs, car ceux-ci étaient un état dans l'état, et que tout gouvernement libre ne pouvait les tolérer sans risquer sa propre existence.

Nous livrons à la sérieuse considération de tous les hommes religieux et bien pensants l'extrait suivant de l'organe de M. Papineau; on voit bien que les leçons lu maître (dont nous avons donné quelques échantillons vendredi) profitent aux élèves. Rien n'est respectable à leurs yeux; il faut tout changer, tout bouleverser. — Voici le passage qui fait tristement honneur à ses auteurs: "La molle Italie du XIXème siècle s'est enfin souvenue de l'Italie d'il y a deux mille ans, et cette terre engourdie depuis de longs siècles dans la léthargie et le sommeil politique s'est sentie renouée comme par l'éruption d'un nouveau volcan, qui devra ensevelir, sous sa lave, le despotisme qui l'opprime depuis si longtemps."

Nous voyons par nos échanges que le *Niagara*, à son dernier voyage pour l'Europe, avait à son bord le chargé d'affaires des États-Unis auprès du gouvernement canadien (!), ainsi que MM. Greenshields de Montréal et M. Besset de Québec. Le *Pilot* d'hier dit que les tories emploient tous les moyens possibles pour avoir des signatures à leur requête montréalaise contre l'indemnité. Ils fesaient, selon le *Pilot*, signer des enfants, des charretiers, des personnes qui ne connaissent pas du tout de quoi il s'agit. Les journaux de Montréal d'hier annoncent l'arrivée en cette ville (après samedi) de M. William Lyon Mackenzie qui se retire, dit la *Gazette*, à l'*Exchange Hotel*, et dit le *Pilot*, à l'*Hôtel Donegan*.

Nous n'avons, par le *Gazette Officielle* de samedi, que M. George Frédéric Baillarge vient d'être reçu arpenteur pour le Bas-Canada. M. Baillarge est un jeune homme fort capable dans sa branche; il a droit de s'attendre que le public, par l'encouragement qu'il lui donnera, saura reconnaître ses talents, ses connaissances et son assiduité au travail. On nous écrit de Sorrel que le 19 du courant, M. Johnston, avec à son côté un enfant de cinq ans, qui s'étant trop approché d'un poêle, a été brûlé à mort par le feu qui avait pris à ses habits. Lorsqu'on s'est aperçu de l'accident, l'enfant rendait son dernier soupir. Il paraît que la semaine dernière était aux accidents; car à part les deux ou trois que nous avons déjà rapportés dans notre feuille de ce jour, nous avons appris le suivant, qui a eu lieu jeudi dernier. On dit en effet que mercredi les troupes ont été sur la glace s'exercer au tir, avec quelques pièces de gros calibre. Le lendemain, un jeune homme du nom de St. Jean (le *Herald* dit que c'est Narcisse St. Jean), ayant trouvé une bombe qui n'avait pas fait explosion, l'emporta chez sa mère, et la mit près du poêle pour faire fondre la glace qui la couvrait en partie. Trouvant que le degré se faisait trop lentement, St. Jean fit rougir une broche de fer qu'il mit par faire pénétrer dans l'orifice de la bombe, qui fit une explosion terrible. Le jeune St. Jean eut la main gauche emportée, ainsi que trois doigts de la main droite, outre une large blessure à la jambe et quelques plus légères blessures à la figure; il a été transporté à l'hôpital; on dit qu'il a de grandes chances de se rétablir bientôt. C'est là un accident qui devra servir de leçon et pour ceux qui tirent à toutes et pour ceux qui en ramassent.

On nous prie de demander par notre journal à MM. les curés et autres personnes, qui pourraient donner des renseignements sur le jeune *Vit' Charles dit St. Anne*, de vouloir bien les faire parvenir soit chez le Dr. D'Orsmeaux soit à l'évêché de Montréal, soit enfin à ce bureau. Le jeune St. Anne était âgé de 13 ans; il avait environ 44 pieds de hauteur; portant des pantalons d'étoffe grise du pays, une *haugrigne* de drap gris-bleu et un petit capuchon noir; il n'avait rien dans les mains. C'est le 3 du courant qu'il a quitté le collège de l'Assomption, vers 11 heures après-midi; on n'a pas eu de nouvelles depuis. — Nos confrères de la presse voudraient-ils bien insérer cet avis gratis?

Il paraît que l'usage abîmé pour la tempérance à Québec a été une des plus nombreuses qu'on ait vu depuis bien longtemps. Le *Magasin* président, et Mgr. de Sidny s'est adressé à l'Assemblée, ainsi que plusieurs autres messieurs du clergé, et plusieurs autres citoyens. Après quoi, le maître a été autorisé à pétitionner la Législature pour en obtenir le but pour lequel l'Assemblée avait été convoquée.

L'Assemblée des tories à Québec a été, dit le *Journal de Québec*, un coup manqué. L'Assemblée était peu nombreuse, et les discours très faibles. On parle d'y tenir une contre-Assemblée.

Comme nous le disions vendredi, le Dr. Nelson vient de faire pour la tranquillité du pays le sacrifice de £23000 qu'il avait réclamé, parce qu'il le perdus du fait les tories de 1837. C'est un acte magnifique, et qui seul pourrait servir à transmettre son nom à la postérité. Nous devons ajouter que M. Siméon Marchessault avait autorisé le Dr. Nelson, à sacrifier si propre réclamation de £2400, si cela pouvait contribuer à servir les intérêts du pays. M. Marchessault mérite donc aussi des éloges pour sa conduite en cette occasion, et nous espérons que ses compatriotes sauront plus tard lui en témoigner ainsi qu'au Dr. Nelson leur entière reconnaissance.

Le *Globe* de Toronto, dans sa feuille du 21, approuve parliement le Ministère relativement à la question de l'Indemnité pour le Bas-Canada. Il en est de même de l'*Examiner* de Toronto, et en général de tous les journaux libéraux du Haut et du Bas-Canada.

A une récente assemblée générale de citoyens de Toronto, la question du Commerce Libre a triomphé, et Pon a passé en conséquence des résolutions qui demandent cette liberté. Toronto est pour tout la forteresse du Toryisme!!!

La retraite générale pour les Irlandais s'est terminée dimanche à l'Église St. Patrice de cette ville; c'est Mgr. Phelan, administrateur du Diocèse de Kingston, arrivé en cette ville depuis huit jours, qui en a fait la clôture. Il paraît que les exercices de cette retraite ont été suivis par une foule immense, parmi laquelle nos frères séparés se trouvaient, surtout aux exercices du soir. On nous apprend de plus que les résultats en sont des plus consolants, et promettent beaucoup pour l'extension de notre sainte religion, dans la Ville de Montréal.